

Questions orales

de son propre aveu, hautement inflationniste, s'il s'inquiète vraiment de l'inflation?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi de signaler que je ne suis pas obsédé par un indicateur économique en particulier. Dans le cadre de l'examen de notre politique économique, nous basons nos décisions sur le plus large éventail possible d'indicateurs économiques.

• (1120)

Il est tout à fait manifeste que l'histoire de l'économie, les leçons que nous avons tirées de la fin des années 1970 et du début des années 1980, viennent soutenir notre position. À l'époque, le gouvernement a fait fi des indicateurs économiques et cela nous a conduit à une récession extrêmement grave en 1981-1982.

M. Mills: C'est tout à fait faux.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Mes collègues d'en face prétendent que c'est faux. C'est pourtant la vérité, et les gens qui savent ce qui s'est passé à l'époque sur le plan économique sont tout à fait d'accord avec la position que j'ai adoptée et dont j'ai fait part aujourd'hui.

Le député parle de la taxe sur les produits et services. Permettez-moi de signaler quelques points. Tout d'abord, avec l'application de la taxe sur les produits et services, les frais d'exploitation dans le secteur de l'agriculture, le secteur des ressources, le secteur manufacturier et le secteur des services seront réduits. Cela va nous aider à juguler l'inflation.

Le député m'a accusé de faire des promesses. Je n'ai rien promis au sujet des prix. J'ai signalé que lorsqu'on passerait de la taxe de vente actuelle à la taxe sur les produits et services, cela devrait entraîner une augmentation unique de 1,25 p. 100 du coût de la vie.

Si le patronat et les syndicats tentent, à la table des négociations, de tirer davantage de l'économie qu'elle ne peut offrir, nous pourrions alors faire face à une inflation supérieure. C'est là un danger dont j'ai parlé. C'est pourquoi j'exhorte le secteur privé à préciser très clairement qu'il entend faire profiter les consommateurs des économies ainsi réalisées, afin d'éviter toute poussée inflationniste.

[Français]

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, il est très intéressant de voir que le ministre ait

finalement admis qu'il serait impossible pour lui et le gouvernement de forcer le monde des affaires à donner au public, aux consommateurs en général, aucun avantage ou bénéfice du fait qu'il crée cette TPS.

Voici donc ma question supplémentaire qui s'adresse au ministre. M. Laurent Thibault a également déclaré mercredi dernier que «la présente politique du gouvernement de lourd fardeau fiscal qui augmente rapidement, le taux d'intérêt élevé et la surévaluation artificielle du dollar canadien pénalisent fortement la position compétitive des manufacturiers canadiens.» Ce sont les mots de M. Laurent Thibault.

De plus, M. Thibault demande au gouvernement de changer sa politique monétaire qui pénalise toute l'industrie manufacturière canadienne.

Je demande alors au ministre: Quand va-t-il enfin réaliser que ses politiques ne fonctionnent pas, et qu'il est le seul à ne pas le réaliser?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi simplement de signaler qu'un grand nombre d'organisations ont déclaré qu'elles allaient répercuter ces économies sur le consommateur.

M. Peapples, président de la General Motors, et le président de la société Ford ont déclaré qu'ils allaient répercuter ces économies sur le consommateur. Il en résultera une réduction de 600 \$ dans le prix d'une automobile. C'est très important. Le prix d'une camionnette de 20 000 \$ pour un agriculteur diminuera d'environ 2 000 \$. Il y a donc des économies très réelles que les entreprises concernées se sont dites disposées à transmettre aux consommateurs.

Je voudrais faire un commentaire à propos de M. Thibault, dont le député a parlé. M. Thibault a déclaré que le secteur de la fabrication et certaines sociétés du secteur des ressources sont très clairement touchés par la politique que nous avons suivie. Je comprends cela. Mais j'ai signalé à des gens du secteur manufacturier que ce sont le secteur des services et le secteur public qui ont éprouvé des difficultés à faire face à l'inflation prévue.

Nous avons vu ce que le Québec a fait hier. Il a augmenté ses dépenses de programme de 8,5 p. 100, alors que le taux d'inflation s'élève à environ 5,5 p. 100. Voilà ce qui me préoccupe.